

Article repris d'une dépêche de l'AFP (Agence française de presse)

## **L'auteur d'un livre sur les harkis privé de salon du livre à Mouans-Sartoux**

01 Oct. 2015, 11h59

L'auteur d'un livre sur les harkis restés en Algérie après l'indépendance, Pierre Daum, qui devait participer au salon du livre de Mouans-Sartoux (Alpes-Maritimes) a vu son invitation annulée par la municipalité, a-t-il annoncé à l'AFP.

*"J'ai été invité au salon du livre à Mouans-Sartoux, ville qui compte une importante communauté harkie et qui porte depuis toujours un intérêt particulier à la guerre d'Algérie",* a indiqué M. Daum à l'AFP.

Mais avant l'ouverture du salon, qui se tient de vendredi à dimanche, M. Daum a été averti par l'adjointe à la culture, Marie-Louise Gourdon, que sa présence n'était pas souhaitée à ce salon dans une commune qui compte *"20% de harkis et d'enfants de harkis, des gens qui ont beaucoup souffert"*, selon les propos rapportés par M. Daum.

L'élue, qui est également responsable du salon du livre, n'avait pas pu être jointe par l'AFP jeudi matin.

Parce que *"la municipalité a toujours essayé de créer un débat équilibré sur ce sujet sensible"*, M. Daum qui avait présenté, en 2012, un ouvrage sur les Pieds-noirs restés en Algérie après l'indépendance, devait participer à des tables rondes autour de son dernier livre, publié au printemps, *"Le dernier tabou, les harkis restés en Algérie après l'indépendance"*, qui recueille les témoignages de harkis restés en Algérie après 1962.

*"J'ai découvert qu'il y étaient très nombreux"*, rapporte M. Daum. Selon des chiffres qu'il a obtenus auprès de l'office national des anciens combattants (ONAC), près de 60.000 harkis ont demandé, fin 2014, au consulat de France en Algérie, la pension militaire de 660 euros par an à laquelle ils ont droit depuis une loi de 2010 sur les supplétifs ayant servi dans l'armée française et résidant à l'étranger.

S'il y a eu *"des milliers d'assassinats"* de harkis en Algérie au moment de l'indépendance, et si *"la France est certainement responsable de leur abandon"* et du mauvais traitement infligé à leur arrivée en France, à près de 25.000 d'entre eux, l'auteur *"remet en cause la réalité d'un massacre"*, à grande échelle. Une analyse rejetée par de nombreuses associations de harkis et enfants de harkis qui demandent à la France une reconnaissance de leur *"abandon"* et de leur *"massacre"*.

AFP.